

## Burundi : la « purge » de l'armée racontée par des officiers en exil

LE MONDE, 12.04.2017 TÉMOIGNAGES - Depuis le putsch manqué de 2015, les gradés tutsi sont nombreux à avoir quitté le pays. « Ceux qui restent craignent pour leur vie », explique un colonel. « Je savais que j'allais être éliminé comme un imbécile, avec femmes et enfants. » En décembre 2016, alors qu'il participe à la mission de maintien de la paix de l'ONU en République centrafricaine, le colonel Adolphe Manirakiza décide de ne pas rentrer au Burundi. Il a pourtant passé plus de vingt-sept ans dans l'armée, dont cinq comme porte-parole officiel.

Jusqu'à la tentative de coup d'Etat de mai 2015, l'institution était une fierté nationale. Rebâtie et modernisée à grands frais après la guerre civile de 1993, engagée sur les théâtres somalien et centrafricain, elle symbolisait la réconciliation d'un pays hanté par les conflits ethniques : en vertu des accords d'Arusha signés en 2000, ses rangs étaient composés pour moitié de Hutu et pour moitié de Tutsi. Mais le coup d'Etat manqué de mai 2015 a fait vaciller cet équilibre. A l'époque, le président Pierre Nkurunziza affiche sa volonté de briguer un troisième mandat consécutif, malgré la colère de la rue. Entre les membres historiques des Forces armées burundaises (FAB), pour la plupart tutsi, et les ex-rebelles hutus du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, au pouvoir), les haines enfouies se ravivent. Le général Godefroid Niyombare, soutenu par plusieurs officiers de haut rang, essaye de renverser le pouvoir en place. En vain. La répression s'abat durement sur les putschistes et, bientôt, sur tous les officiers suspectés de sympathies avec l'opposition, a fortiori ils sont Tutsi. « Ils peuvent être appréhendés, torturés, tués sur un simple soupçon ou une dénonciation calomnieuse, fustige le colonel Manirakiza. Ceux qui le peuvent décident de quitter le territoire, ceux qui restent vivent dans la peur. » Selon un rapport de l'International Crisis Group (ICG) paru le 5 avril, la « polarisation politique » a « violemment atteint » l'armée burundaise : « Le régime s'efforce de capturer l'institution militaire par une campagne de purge et d'élimination en son sein des opposants réels ou supposés au troisième mandat — en premier lieu les officiers de l'armée de l'avant-guerre et les officiers tutsi. » Comme le colonel Jean Bikomagu, ancien chef d'état-major lors du coup d'Etat de 1993 contre le président hutu Melchior Ndadaye, assassiné en août 2015. La « documentation » les surveille « Beaucoup d'amis ont été emprisonnés ou exécutés », assure le capitaine Epitace Nimbona, exilé depuis trois mois. Pendant la crise électorale de 2015, il était posté avec son unité dans un quartier contestataire de Bujumbura. « Des policiers sont venus pour tuer des manifestants pacifiques. Je me suis interposé. Je leur ai dit que tant que j'étais là, ils ne pourraient pas tirer sur la foule. » Une intervention qui lui coûtera cher : la « documentation », surnom des services de renseignement burundais, commence à le surveiller de près. Son départ en Centrafrique dans le cadre de la mission de l'ONU lui permet d'échapper de justesse à une arrestation. Mais les ennuis ne sont pas terminés pour autant. « Quand j'étais en Centrafrique, ils ont perquisitionné mon domicile à de multiples reprises. Puis des hommes sont venus trouver mon épouse et l'ont accusée d'être une rebelle. Elle n'avait pas d'autre choix que de quitter le pays », raconte l'ancien officier. En opération, les soldats suivent de loin la répression. Via les réseaux sociaux, notamment, où beaucoup expriment leur opposition au régime. De quoi attirer les sbires du pouvoir central, qui s'infiltrèrent au sein des troupes. Parmi les ex-rebelles du CNDD-FDD intégrés à l'armée par les accords d'Arusha, « certains recevaient de l'argent pour dénoncer », affirme Epitace Nimbona : « Personne n'était à l'aise. Ça a vraiment affecté le moral des troupes. » D'autant que des rumeurs inquiétantes arrivent du pays : des militaires tutsi, de retour d'opération, ont été arrêtés dès leur arrivée à l'aéroport de Bujumbura et ont disparu sans laisser de traces. Epitace Nimbona reçoit des informations « fiables » indiquant qu'il sera « tué » à son retour. Le 30 janvier, à deux jours de la fin de sa mission, il décide de ne pas rentrer au Burundi. « C'est quand même regrettable quand tu as servi le pays pendant dix-sept ans ; J'ai fait la Centrafrique, la Somalie ; C'est quand même regrettable ; » Considérés comme des déserteurs Même sentiment chez le colonel Manirakiza : « Je savais bien que quelque chose se tramait, mais je pensais rentrer quand même, assure-t-il. Parce que j'ai servi pendant vingt-sept ans dans cette armée et que je l'aimais. Mais dans les derniers jours avant mon retour, j'ai eu des informations. J'étais certain de mourir si je rentrais chez moi. » Il décide donc de mettre sa famille à l'abri et lui enjoint de quitter le Burundi, avant d'annoncer sa démission. Considérés comme des déserteurs par le régime, les deux officiers sont désormais réfugiés avec les leurs quelque part dans la région des Grands Lacs. L'un comme l'autre ne cachent pas leur inquiétude quant au devenir du pays : « Tout cela est planifié depuis longtemps, soutient le colonel Manirakiza. Le régime veut écarter les Tutsi pour que l'armée soit uniquement composée de Hutu. À long terme, ils veulent ethniciser tout le pays. » Par Camille Laffont

